

CONSEIL COMMUNAL DU 21 JANVIER 2015
GEMEENTERAAD VAN 21 JANUARI 2015

REGISTRE - REGISTER

Présents en début de séance Aanwezig in het begin van de zitting	Michel Eylenbosch, <i>Président du Conseil/Voorzitter van de Raad</i> ; Françoise Schepmans, <i>Bourgmestre/Burgemeester</i> ; Ahmed El Khannouss, Sarah Turine, Patricia Vande Maele, Abdelkarim Haouari, Karim Majoros, Jan Gypers, Ann Gilles-Goris, Olivier Mahy, Annalisa Gadaleta, <i>Échevin(e)s/Schepenen</i> ; Christian Magérus, Jamal Ikazban, Houria Ouberri, Mohammadi Chahid, Pierre Vermeulen, Paulette Piquard, Jamel Azaoum, Amet Gjanaj, Jef Van Damme, Olivia P'tito, Dina Bastin, Danielle Evraud, Luc Léonard, Mohamed El Abboudi, Lhoucine Aït Jeddig, Dirk De Block, Dirk Berckmans, Michaël Vossaert, Nader Rekik, Farida Tahar, Hassan Rahali, Shazia Manzoor, Georges Van Leeckwyck, Leonidas Papadiz, Nicole Linders-Dubocage, Roland Vandenhove, Laurie Carême-Palanga, Youssef Lakhloufi, Khadija Tamditi, Hassan Ouassari, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> ; Gilbert Hildgen, <i>Secrétaire adjoint/Adjunct-Secretaris</i> ;
Entrés en cours de séance Binnengekomen tijdens de zitting	/
Quittent la séance Verlaten de zitting	Christian Magérus, Pierre Vermeulen, Mohamed El Abboudi, Hassan Rahali, Nicole Linders-Dubocage, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> ;
Excusés Verontschuldigd	Abdellah Achaoui, Badia El Belghiti, Khadija El Hajjaji, Tania Dekens, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> ; Jacques De Winne, <i>Secrétaire communal/Gemeentesecretaris</i> .
Absents Afwezig	/

LA SEANCE PUBLIQUE EST OUVERTE A 19:00
DE OPENBARE ZITTING WORDT GEOPEND OM 19:00

#012/21.01.2015/A/0001# **Instruction Publique Et Culture - Openbaar Onderwijs En Cultuur**
Audition disciplinaire.

Séance publique.

LE CONSEIL,

Vu les articles 64 à 74 du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du

personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 22 décembre 2014 de convoquer un membre du personnel enseignant de l'Académie de Musique et des Arts de la parole à une audition devant le Conseil communal, en sa séance du 21 janvier 2015, dans le cadre de la procédure disciplinaire entamée à son encontre par le Collège des Bourgmestre et Echevins en sa séance du 21 août 2013 ;

Considérant que la convocation à ladite audition a été envoyée à l'intéressé conformément à la procédure prévue à l'article 65 §2bis du décret du 6 juin 1994 précité qui dispose que :

« Préalablement à la notification de la décision d'infliger une peine disciplinaire, le membre du personnel doit avoir été invité à se faire entendre par le pouvoir organisateur. La convocation à l'audition ainsi que les motifs en raison desquels le pouvoir organisateur envisage d'infliger une peine disciplinaire au membre du personnel doivent lui être notifiés cinq jours ouvrables au moins avant l'audition, soit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, soit par la remise d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception. Lors de l'audition, le membre du personnel peut se faire assister ou représenter par un avocat, par un défenseur choisi parmi les membres du personnel en activité de service ou pensionnés de l'enseignement officiel subventionné ou par un représentant d'une organisation syndicale agréée. » ;

Considérant que l'intéressé ne s'est pas présenté à son audition devant le Conseil communal en sa séance du 21 janvier 2015 ;

DECIDE

Article unique

De prendre acte de la non-comparution du membre du personnel enseignant de l'Académie de Musique et des Arts de la parole à son audition devant le Conseil communal du 21 janvier 2015 à laquelle l'intéressé a été convoqué.

Le Conseil prend acte.

Disciplinair verhoor.

De Raad neemt akte.

LE CONSEIL,

Vu le décret du 6 juin 1994 fixant le statut du personnel de l'enseignement officiel subventionné, tel qu'il a été modifié ;

Vu le décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs, tel qu'il a été modifié ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 26 septembre 2007 rendant obligatoire la décision de la Commission paritaire centrale de l'enseignement officiel subventionné du 13 juillet 2007 relative à l'appel à candidatures pour l'admission au stage de directeur ou à une désignation à titre temporaire dans une fonction de directeur ;

Vu que la Commission paritaire locale de Molenbeek-Saint-Jean a été consultée, en sa séance du 22 septembre 2009, sur le profil de la fonction de directeur d'un établissement scolaire communal et que celui-ci a été approuvé par le Conseil communal en sa séance du 8 juillet 2010 ;

Vu que la Commission susmentionnée a marqué son accord pour ne pas être consultée sur le profil à chaque appel, à la condition que le profil demeure inchangé ;

Considérant le règlement des épreuves d'évaluation en vue de l'accès à une fonction de promotion dans les établissements d'enseignement communal francophone de Molenbeek-Saint-Jean ;

Vu les articles 57 et 58 du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs et qui stipulent :

« **Article 57.** – *Nul ne peut être admis au stage à la fonction de promotion de directeur s'il ne répond, au moment de l'admission au stage, aux conditions suivantes :*

1° avoir acquis une ancienneté de service de sept ans au sein du pouvoir organisateur dans une des fonctions de recrutement, de sélection ou de promotion de la catégorie en cause, calculée selon les modalités fixées à l'article 34 du décret du 6 juin 1994 précité ;

2° être titulaire, à titre définitif, d'une fonction comportant au moins la moitié du nombre minimum d'heures requis pour former une fonction à prestations complètes dans l'enseignement organisé par le pouvoir organisateur concerné ;

3° exercer à titre définitif une ou plusieurs fonctions donnant accès à la fonction de directeur à conférer et être porteur d'un titre de capacité conformément à l'article 102 du présent décret ;

4° avoir répondu à l'appel aux candidats visé à l'article 56, 2, 2° ;

5° avoir obtenu au préalable les attestations de réussite d'au moins trois modules de formation visés aux articles 17, §1^{er} et 18, §1^{er} du présent décret.

Dans l'enseignement fondamental, l'ancienneté visée à l'alinéa 1^{er}, 1° doit avoir été acquise au niveau fondamental.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 2°, dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit, la condition de l'exercice d'une fonction comportant au moins une demi-charge est remplie si celle-ci est prestée dans l'enseignement organisé au sein d'un ou de plusieurs pouvoirs organisateurs.

Article 58. - §1^{er}. *Tout pouvoir organisateur qui démontre l'impossibilité de pouvoir admettre un membre du personnel au stage conformément à l'article 57, peut admettre au stage :*

a) Soit un membre de son personnel nommé à titre définitif remplissant les conditions visées à l'article 57, 1° à 3°.

Ce membre du personnel est admis par priorité aux différents modules de formation.

b) soit un membre du personnel nommé à titre définitif relevant d'un autre pouvoir organisateur officiel subventionné et remplissant au sein de ce dernier, l'ensemble des conditions visées à l'article 57, 1° à 3° et 5°. {Cet article 58, §1^{er}, b) viole les articles 10, 11 et 24, §4, de la Constitution. Voir arrêt de la Cour constitutionnelle n°174/2011 du 10 novembre 2011 publié au Moniteur belge du 06-02-2002}

§ 2. Tout pouvoir organisateur qui démontre n'avoir qu'un seul candidat à l'admission au stage répondant aux conditions de l'article 57, peut mettre en concurrence sa candidature avec celle de membres du personnel répondant aux conditions du §1^{er} du présent article. Dans ce cas, il lance un nouvel appel aux candidats à destination des membres du personnel répondant aux conditions du §1^{er}, du présent article, sauf si lesdits membres étaient déjà visés par l'appel aux candidats originel.

§3. Tout pouvoir organisateur qui démontre l'impossibilité de pouvoir admettre un membre du personnel au stage conformément à l'article 58, §1^{er}, peut admettre au stage un membre du personnel remplissant les conditions suivantes :

1° être titulaire depuis sept ans au moins dans l'enseignement subventionné d'une des fonctions de recrutement, de sélection ou de promotion de la catégorie en cause ;

2° être titulaire, à titre définitif, avant l'admission au stage, d'une fonction comportant au moins la moitié du nombre d'heures requis pour former une fonction à prestations complètes dans l'enseignement subventionné ;

3° exercer à titre définitif une ou des fonctions donnant accès à la fonction de directeur à conférer et être porteur d'un titre de capacité, conformément à l'article 102 du présent décret ;

4° avoir obtenu au préalable les attestations de réussite d'au moins trois modules de formation visées aux articles 17, §1^{er} et 18, §1^{er}, du présent décret.

Dans l'enseignement fondamental, l'ancienneté visée à l'alinéa 1^{er}, 1°, doit avoir été acquise au niveau fondamental. {ajouté par D. 17-10-2013}

§ 4. Tout pouvoir organisateur qui démontre n'avoir qu'un seul candidat à l'admission au stage répondant aux conditions de l'article 58, 1^{er}, peut mettre en concurrence sa candidature avec celle de membres du personnel répondant aux conditions du §3 du présent article. Dans ce cas, il lance un nouvel appel aux candidats à destination des membres du personnel répondant aux conditions du §3 du présent article, sauf si lesdits membres du personnel étaient déjà visés par l'appel aux candidats originel. {ajouté par D. 17-10-2013} »

Considérant qu'un emploi vacant de direction de l'Académie de Dessin et des Arts visuels, sise rue Mommaerts, 2a, doit être occupé de manière temporaire suite au départ à la pension de M. Thierry Jonard le 1^{er} juillet 2015 ;

Considérant qu'il y a lieu de lancer un appel jusqu'au palier 2, conformément aux dispositions des articles 57 et 58 du Décret du 02 février 2007 précité ;

Considérant l'avis positif de la Commission paritaire locale, en sa séance du 11 septembre 2014, relative à l'appel précité ;

DECIDE:

Article unique

De lancer un appel aux candidats pour une fonction de direction à titre

temporaire au sein de l'Académie de Dessin et des Arts visuels.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
41 votants : 41 votes positifs.

Openbaar onderwijs - Secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan - « Académie de Dessin et des Arts visuels de Molenbeek-Saint-Jean » - Oproep tot kandidatuurstelling voor de toelating tot de stage van directeurfunctie van de « Académie de Dessin et des Arts Visuels ».

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
41 stemmers : 41 positieve stemmen.

#012/21.01.2015/A/0003# **Organisation Générale - Algemene Organisatie**

Convention de collaboration entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean et la société anonyme Brussels Event Brewery, « BEB » - Approbation de la convention de collaboration.

LE CONSEIL,

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 12 janvier 2015 approuvant la convention de collaboration entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean et la s.a. Brussels Event Brewery, "BEB" ;
Considérant que cette convention de collaboration a pour objectif de permettre à la Commune d'exercer efficacement ses missions de tranquillité, sécurité et salubrité publiques et à l'exploitant de pouvoir exercer pleinement son activité, le tout en respectant les droits, libertés et devoirs de tous, en ce compris des riverains ;
Considérant qu'il y a lieu d'approuver le projet de convention de collaboration entre la Commune et la BEB ci-annexé ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins, en sa séance du 12 janvier 2015 ;

DECIDE :

Article unique

D'approuver le projet de convention de collaboration, ci-annexé, entre la Commune et la société anonyme Brussels Event Brewery.

Expédition de la présente délibération au(x) service(s) suivant(s) : B 19 (AR – 001), B4, B6.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
41 votants : 41 votes positifs.

Samenwerkingsovereenkomst tussen de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek en de n.v. Brussels Event Brewery, « BEB » - Bekrchtiging van de samenwerkingsovereenkomst.

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 12 januari 2015 tot de goedkeuring van het project van samenwerkingsovereenkomst tussen de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek en de n.v. Brussels Event Brewery, « BEB » ;

Overwegende dat deze samenwerkingsovereenkomst heeft als doel om de Gemeente om zijn opdrachten van openbare veiligheid, openbare rust en openbare gezondheid en de exploitant uit te voeren om zijn activiteit volledig uit te oefenen, met inachtneming van de rechten, vrijheden en plichten iedereen, met inbegrip van de bewoners ;

Overwegende dat het wenselijk is om de ontwerp van de samenwerkingsovereenkomst tussen de Gemeente en de BEB, bijgevoegde, goedkeuren ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen, in zijn zitting van 12 januari 2015 ;

BESLUIT :

Enig artikel

Om het project van de samenwerkingsovereenkomst tussen de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek en de n.v. Brussels Event Brewery, « BEB » goed te keuren, hierbij gevoegd.

Kopie van de huidige beraadslaging zal aan de volgende diensten overgemaakt worden: B19 (AR – 001), B4, B6.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

41 stemmers : 41 positieve stemmen.

Ahmed El Khannouss quitte la séance / verlaat de zitting

Jan Gypers quitte la séance / verlaat de zitting

#012/21.01.2015/A/0004# **Organisation Générale - Algemene Organisatie**

Sanctions administratives communales – Règlement Général de Police de la commune de Molenbeek-Saint-Jean du 3 avril 2014 – Conclusion d'un protocole d'accord avec le Parquet de Bruxelles relatif aux infractions de roulage au sens de l'article 3,3° de la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales – Ratification.

LE CONSEIL,

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales et plus précisément son article 23;

Vu l'arrêté royal du 21 décembre 2013 fixant les conditions et le modèle du protocole d'accord en exécution de l'article 23 de la loi relative aux sanctions administratives communales;

Vu l'arrêté royal du 9 mars 2014 relatif aux sanctions administratives communales pour les infractions en matière d'arrêt et de stationnement et pour les infractions aux signaux C3 et F103 constatées au moyen d'appareils fonctionnant automatiquement;

Vu le Règlement Général de Police de la commune de Molenbeek-Saint-Jean du 3 avril 2014;

Considérant que l'article 23 de la loi précitée prévoit qu'en matière d'infractions de roulage, un protocole d'accord doit être conclu entre le Procureur du Roi compétent et le Collège des Bourgmestre et Echevins;

Considérant qu'il s'agit d'établir une procédure de collaboration avec le Parquet afin de déterminer qui, du Parquet ou du Fonctionnaire Sanctionnateur, est compétent pour le traitement des dossiers en matière de sanctions administratives initiés sur base d'infractions de roulage;

Considérant que la zone de police Bruxelles-Ouest travaille avec un règlement général de police commun afin d'assurer une cohérence au sein de la zone;

Considérant que la loi précitée permet que le protocole d'accord en matière d'infractions de roulage soit également commun à une zone de police; qu'il est de l'intérêt de la zone de police Bruxelles-Ouest et des cinq communes de la zone de police de travailler avec un protocole d'accord identique à l'ensemble de la zone; qu'il est également de l'intérêt du citoyen de se voir appliquer un protocole d'accord identique quel que soit l'endroit où il se trouve dans la zone;

Considérant que le Procureur Général a émis un avis positif sur le projet de protocole d'accord annexé à la présente délibération;

Considérant que la loi précitée prévoit que le protocole d'accord devra être annexé au règlement général de police de la commune concernée;

Considérant que le Conseil communal, en vertu de l'article 23 de la loi précitée, peut ratifier le protocole d'accord ci-annexé;

DECIDE

Article Unique :

Le Protocole d'accord en matière d'infractions de roulage ci-dessous est ratifié :

PROTOCOLE D'ACCORD

Relatif aux infractions de roulage au sens de l'article 3, 3°, de la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales

ENTRE :

La commune de Molenbeek-Saint-Jean, représentée par son Collège des Bourgmestre et Echevins, au nom duquel agissent Françoise SCHEPMANS, Bourgmestre, et Monsieur Jacques DE WINNE, Secrétaire communal, en exécution de la ratification du Conseil Communal du

ET

Le Procureur du Roi de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles, représenté par Monsieur Le Procureur du Roi Jean-Marc Meilleur ;

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Cadre légal

La loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales (M.B. 1er juillet 2013), ci-après dénommée « loi SAC », dispose dans son article 3, 3°, que le conseil communal peut prévoir dans ses règlements ou ordonnances une sanction administrative pour les infractions qui sont déterminées par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des ministres sur la base des règlements généraux visés à l'article 1er, alinéa 1er, de la loi du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière.

En l'espèce, l'article 23, § 1er, 5ème alinéa, de la loi SAC, rend obligatoire l'établissement d'un protocole d'accord pour le traitement des infractions de roulage au sens de l'article 3, 3°, de la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales.

Lesdites infractions sont par ailleurs reprises dans l'arrêté royal relatif aux sanctions administratives communales pour les infractions en matière d'arrêt et de stationnement et pour les infractions aux signaux C3 et F103 constatées au moyen d'appareils fonctionnant automatiquement (MB du 20/06/2014).

Article 1. – échange d'informations

a. Toutes les parties s'engagent à collaborer et à s'informer dans les limites de leurs compétences et garantissent la confidentialité de ces échanges. A cet effet, le Procureur du Roi désigne un ou plusieurs magistrats de son arrondissement, ci-après dénommé les "magistrats de référence SAC". Les magistrats de référence pourront être contactés par les communes liées par le présent accord en cas de difficultés concernant l'application de la loi ou le présent accord ou pour obtenir des informations sur les suites réservées à certains procès-verbaux.

b. Les coordonnées des magistrats de référence, et des personnes de référence au sein des communes sont échangées entre les différents partenaires. La correspondance et/ou les échanges téléphoniques et/ou les courriers électroniques relatifs aux sanctions administratives leur seront adressés.

c. Les parties s'engagent à signaler sans délai toute modification des coordonnées des personnes citées ci-dessus.

d. Pour les infractions visées à l'article 3, 3° de la loi du 24 juin 2013 sauf pour les articles 27bis (emplacements de stationnement réservés aux véhicules utilisés par les personnes handicapées), 25.1, 14° (les véhicules utilisés par les personnes handicapées) et 24 alinéa.1 3°(l'arrêt ou en stationnement sur les passages à niveau), l'original du procès-verbal administratif est adressé au fonctionnaire sanctionnateur.

Le procureur du Roi en est informé selon les modalités suivantes : un listing est envoyé au Parquet Police une fois par trimestre comportant : le N° de procès-verbal administratif, l'identité du contrevenant, l'adresse du lieu des faits (rue N° de rue et commune), la plaque d'immatriculation.

Concernant les 3 exceptions, l'original du procès-verbal est envoyé au procureur du Roi ainsi que le constat administratif et ce via le fonctionnaire sanctionnateur (voir point 2.4).

Article 2. – Traitement des infractions mixtes relatives à la circulation routière
Préambule : Seules les personnes physiques majeures et les personnes morales peuvent faire l'objet d'une amende administrative conformément à l'arrêté royal du 9 mars 2014.

2.1 Le Procureur du Roi s'engage à ne pas entamer de poursuites pour les infractions de roulage ci-après énumérées et les communes concernées s'engagent à traiter les infractions dûment constatées :

Infractions à l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique, telles que

reprises dans l'arrêté royal du 9 mars 2014 :

1- Infraction de 1ère catégorie sanctionnée :

Articles :

- 22bis 4°, a)
- 22ter.1, 3°
- 22 sexies 2
- 23.1, 1°
- 23.1, 2°
- 23.2 alinéa 1er, 1° à 3°
- 23.2 alinéa 2
- 23.3
- 23.4
- 24 al 1er, 2°, 4° et 7° à 10°
- 25.1 : 1°, 2°, 3°, 5°, 8°, 9°, 10°, 11°, 12°, 13°
- 27.1.3
- 27.5.1
- 27.5.2
- 27.5.3
- 70.2.1
- 70.3
- 77.4
- 77.5
- 77.8
- 68.3 (C3 et F103 - constatées au moyen d'appareils fonctionnant automatiquement)

2- Infractions de deuxième catégorie :

Articles :

- 22.2 et 21.1, 4°
- 24 alinéa 1er 1°, 2°, 4°, 5°, 6°
- 25.1 4°, 6°, 7°

2.2 Le Procureur du Roi s'engage à apporter une suite (selon les modalités de sa politique de poursuites) aux infractions de roulage ci-après énumérées :

Infractions à l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique, telles que reprises dans l'arrêté royal du 9 mars 2014 :

- Infraction de 1ère catégorie sanctionnée : 27bis (emplacements de stationnement réservés aux véhicules utilisés par les personnes handicapées)
- Infractions de deuxième catégorie : 25.1, 14° (les véhicules utilisés par les personnes handicapées)
- Infractions de quatrième catégorie : Articles : 24 alinéa.1 3° (l'arrêt ou en stationnement sur les passages à niveau)

2.3 Le Procureur du Roi s'engage à apporter une suite (selon les modalités de sa politique de poursuites) dans les hypothèses suivantes :

- Cas d'infractions de roulage constatées à charge de l'utilisateur d'un véhicule qui semble directement ou indirectement impliqué dans un accident ou cas où il existe un lien avec une autre infraction mixte de la compétence du Procureur du Roi ou des infractions liées à d'autres faits qui n'entrent pas en ligne de compte pour les sanctions administratives ou qui ont débouché sur une privation de liberté.
- Il en est de même en ce qui concerne la qualité du contrevenant dont le domicile ou la résidence en Belgique demeure inconnu.

Dans ce cas, le procès-verbal est transmis dans un délai de 1 mois au Procureur

du Roi. L'ensemble des infractions recevra une suite déterminée exclusivement par le Procureur du Roi, à l'exclusion de toute sanction administrative.

2.4 Dans le cadre de la procédure concernant les articles 27bis, 25.1, 14° et 24 alinéa. 1er, 3° les procès-verbaux actés par la police sont toujours envoyés au Procureur du Roi.

En ce qui concerne les constats administratifs actés par les agents constatateurs, ils sont transmis au fonctionnaire sanctionnateur qui dénoncera les faits par application de l'article 29 du Code d'instruction criminelle au Parquet de police – Service contravention - Site PORTALIS -Rue Quatre Bras, 2- 4 - 1000 Bruxelles.

Article 3

Au cas où le fonctionnaire sanctionnateur compétent constate, en appliquant la procédure visant à infliger une amende administrative communale, que le suspect s'est manifestement encore rendu coupable d'autres délits, il dénoncera les faits, par application de l'article 29 du Code d'instruction criminelle, au magistrat de référence SAC.

Compte tenu de la nature des faits dénoncés, le magistrat de référence SAC décidera s'il s'engage à apporter une suite pour l'ensemble des faits y compris celui ou ceux pour lesquels la procédure administrative était engagée. Il en informera, dans un délai de 2 mois de la dénonciation, le fonctionnaire sanctionnateur, lequel clôturera la procédure administrative. Sans décision du Procureur du Roi, le fonctionnaire sanctionnateur n'a plus la possibilité d'infliger une amende administrative.

Article 4

La présente convention est conclue sous la condition résolutoire de la suspension et/ou de l'annulation par l'autorité de tutelle dont dépend la commune de la délibération du Conseil communal ratifiant la présente convention.

Article 5

Les différents partenaires se réuniront au moins une fois par an afin d'évaluer la situation et de faire le point sur les différentes procédures mises en place.

Fait à Molenbeek-Saint-Jean, le en autant d'exemplaires qu'il y a de parties.

Pour la commune de Molenbeek-Saint-Jean Pour le Parquet du Procureur du Roi de Bruxelles

La Bourgmestre, Le Procureur du Roi,
Françoise SCHEPMANS Jean-Marc MEILLEUR
Le Secrétaire communal,
Jacques DE WINNE

Copie de la présente délibération sera transmise aux services suivants : B19 (PRD-001).

Le Conseil approuve le projet de délibération.

39 votants : 37 votes positifs, 2 abstentions.

Gemeentelijke administratieve sancties – Algemeen Politierglement van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek van 3 april 2014 – sluiten van een protocolakkoord met het Parket van Brussel betreffende de verkeersinbreuken krachtens artikel 3, 3° van de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties – Bekrachtiging.

DE RAAD,

Gelet op de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties, meer bepaald artikel 23;

Gelet op het Koninklijk besluit van 21 december 2013 tot vaststelling van de nadere voorwaarden en het model van het protocolakkoord in uitvoering van artikel 23 van de wet betreffende de gemeentelijke administratieve sancties;

Gelet op het Koninklijk besluit van 9 maart 2014 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties voor de overtredingen betreffende het stilstaan en het parkeren en voor de overtredingen betreffende de verkeersborden C3 en F 103, vastgesteld met automatisch werkende toestellen

Gezien het Algemeen Politiereglement van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek van 3 april 2014;

Overwegende dat artikel 23 van de voormelde wet bepaalt dat er inzake de verkeersinbreuken een protocolakkoord moet worden gesloten tussen de bevoegde Procureur des Konings en het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende dat het gaat om het opstellen van een procedure voor samenwerking met het Parket, teneinde vast te stellen wie, van het Parket of de Sanctionerende Ambtenaar, bevoegd is voor het behandelen van de dossiers inzake administratieve sancties die op basis van zogenaamde betreffende de verkeersinbreuken ingeleid zijn;

Overwegende dat de politiezone Brussel-West werkt met een gemeenschappelijk algemeen politiereglement, om zodoende coherentie binnen de zone te waarborgen;

Overwegende dat de voormelde wet toestaat dat het protocolakkoord inzake overtredingen eveneens gemeenschappelijk is voor een politiezone; dat het in het belang is van de politiezone Brussel-West en de vijf gemeenten van de politiezone dat wordt gewerkt met een identiek protocolakkoord voor de gezamenlijke zone; dat het eveneens in het belang van de burger is dat hij kan vaststellen dat er een identiek protocolakkoord op hem wordt toegepast, ongeacht de plaats waar hij zich in de zone bevindt;

Overwegende dat de Procureur-generaal een positief advies heeft uitgebracht over het protocolakkoord dat bij de onderhavige beraadslaging gevoegd is;

Overwegende dat de voormelde wet bepaalt dat het protocolakkoord bij het algemeen politiereglement van de betrokken gemeente zal moeten worden gevoegd ;

Overwegende dat de Gemeenteraad, ingevolge artikel 23 van de voormelde wet, het bijgevoegd protocolakkoord kan bekrachtigen ;

BESLUIT

Enig Artikel :

Het onderstaand Protocolakkoord betreffende de verkeersinbreuken wordt bekrachtigd :

PROTOCOLAKKOORD

Betreffende de verkeersinbreuken krachtens artikel 3, 3° van de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties

TUSSEN:

De gemeente Sint-Jans-Molenbeek, vertegenwoordigd door haar college van

burgemeester en schepenen, in wiens naam Françoise SCHEPMANS, burgemeester, en de heer Jacques DE WINNE, Gemeentesecretaris, handelen in uitvoering van de beslissing van de gemeenteraad van

EN

De procureur des Konings van het gerechtelijk arrondissement Brussel, vertegenwoordigd door procureur des Konings de heer Jean-Marc Meilleur;
WERD OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT:

Wettelijk kader

De wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties (BS van 1 juli 2013), hierna "de GAS-wet" genoemd, bepaalt in artikel 3, 3° dat de gemeenteraad in zijn reglementen of ordonnances een administratieve sanctie kan voorzien voor de inbreuken die worden bepaald door de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, op basis van de algemene reglementen bedoeld in artikel 1, eerste lid, van de wet van 16 maart 1968 betreffende de politie over het wegverkeer.

In het onderhavig geval verplicht artikel 23, § 1, 5de alinea van de GAS-wet de opmaak van een protocolakkoord voor de behandeling van verkeersinbreuken krachtens artikel 3, 3° van de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties.

De kwetsieuzen inbreuken zijn verder opgenomen in het koninklijk besluit betreffende de gemeentelijke administratieve sancties voor de overtredingen betreffende het stilstaan en het parkeren en voor de overtredingen betreffende de verkeersborden C3 en F103, vastgesteld met automatisch werkende toestellen (BS van 20 juni 2014).

Artikel 1. - Uitwisseling van informatie

e. Alle partijen verbinden zich ertoe samen te werken en elkaar te informeren binnen de grenzen van hun bevoegdheden en staan garant voor de vertrouwelijkheid van deze uitwisseling. Daartoe duidt de procureur des Konings één of meerdere magistraten van zijn arrondissement aan, hierna de "referentiemagistraten GAS" genoemd. De referentiemagistraten kunnen door de door dit akkoord gebonden gemeenten gecontacteerd worden in geval van moeilijkheden bij de toepassing van de wet of het onderhavige akkoord of om informatie te verkrijgen over het gevolg dat aan bepaalde processen-verbaal werd gegeven.

f. De contactgegevens van de referentiemagistraten en de referentiepersonen binnen de gemeenten worden tussen de verschillende partners uitgewisseld. De briefwisseling en/of de telefoongesprekken en/of de e-mailberichten betreffende de administratieve sancties worden aan hen gericht.

g. De partijen verbinden zich ertoe elke wijziging van de contactgegevens van de voornoemde personen onverwijld mee te delen.

h. Voor de inbreuken, bedoeld in artikel 3, 3° van de wet van 24 juni 2013, behalve voor artikels 27bis (parkeerplaatsen voorbehouden voor personen met een handicap), 25.1, 14° (de voertuigen gebruikt door personen met een handicap) en 24 alinea 1, 3° (stilstaan of parkeren op de overwegen), wordt het originele administratief proces-verbaal opgestuurd naar de sanctionerende ambtenaar.

De procureur des Konings wordt hierover geïnformeerd op de volgende wijze: één keer per trimester wordt een lijst opgestuurd naar het politieparket met de volgende gegevens: het nr. van het administratief proces-verbaal, de identiteit van de overtreder, het adres van de plaats van de feiten (straat, straatnummer en gemeente) en de nummerplaat.

Betreffende de 3 uitzonderingen wordt het origineel van het proces-verbaal

opgestuurd naar de procureur des Konings alsook het administratief proces-verbaal et dit, via de sanctionerende ambtenaar (cfr. punt 2.4)

Artikel 2. - Behandeling van gemengde verkeersinbreuken

Preambule: allen meerderjarige natuurlijke personen of rechtspersonen kunne het voorwerp uitmaken van een administratieve sanctie overeenkomstig het koninklijk besluit van 9 maart 2014.

De procureur des Konings verbindt zich ertoe voor de hierna opgesomde verkeersinbreuken geen vervolging in te stellen en de betrokken gemeenten verbinden zich ertoe de naar behoren vastgestelde inbreuken te behandelen: Inbreuken op het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg zoals opgenomen in het koninklijk besluit van 9 maart 2014:

3- Bestrafte inbreuk van 1ste categorie:

Artikels:

- 22bis 4°, a)
- 22ter.1, 3°
- 22 sexies 2
- 23.1, 1°
- 23.1, 2°
- 23.2 alinea 1, 1° tot 3°
- 23.2 alinea 2
- 23.3
- 23.4
- 24 alinea 1, 2°, 4° en 7° tot 10°
- 25.1: 1°, 2°, 3°, 5°, 8°, 9°, 10°, 11°, 12°, 13°
- 27.1.3
- 27.5.1
- 27.5.2
- 27.5.3
- 70.2.1
- 70.3
- 77.4
- 77.5
- 77.8
- 68.3 (C3 en F103 - vastgesteld met automatisch werkende toestellen)

4- Inbreuken van 2de categorie:

Artikels:

- 22.2 en 21.1, 4°
- 24 alinea 1 1°, 2°, 4°, 5°, 6°
- 25.1 4°, 6°, 7°

2.2 De procureur des Konings verbindt zich ertoe een gevolg te geven (volgens de modaliteiten van zijn vervolgsbeleid) aan de onderstaande verkeersinbreuken: Inbreuken op het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg zoals opgenomen in het koninklijk besluit van 9 maart 2014:

- Bestrafte inbreuk van 1ste categorie: 27bis (parkeerplaatsen voorbehouden voor personen met een handicap);
- Inbreuken van 2de categorie: 25.1, 14° (de voertuigen gebruikt door personen met een handicap);
- Inbreuken van 4de categorie: artikels: 24 alinea 1, 3° (stilstaan of parkeren op de overwegen).

2.3 De procureur des Konings verbindt zich ertoe een gevolg te geven (volgens

de modaliteiten van zijn vervolgsbeleid) in de volgende hypothesen:

- gevallen van verkeersinbreuken, vastgesteld ten laste van de gebruiker van een voertuig die direct of indirect betrokken lijkt in een ongeval of gevallen waarbij er een verband is met een andere gemengde inbreuk horende tot de bevoegdheid van de procureur des Konings of inbreuken verbonden aan andere feiten die niet in aanmerking komen voor administratieve sancties of die hebben geleid tot vrijheidsberoving.

- Dit geldt eveneens voor wat betreft de hoedanigheid van de overtreder waarvan de woon- of verblijfplaats in België onbekend blijft.

In dit geval wordt het proces-verbaal binnen een termijn van 1 maand overgemaakt aan de procureur des Konings. Enkel de procureur des Konings zal bepalen welk gevolg gegeven zal worden aan al deze inbreuken, met uitzondering van elke administratieve sanctie.

2.4 In het kader van de procedure betreffende artikels 27bis, 25.1, 14° en 24 alinea 1, 3° worden de administratieve processen-verbaal, opgesteld door de politie, steeds opgestuurd naar de procureur des Konings.

De administratieve processen-verbaal, opgesteld door vaststellende ambtenaren, zullen overgemaakt worden aan de sanctionerende ambtenaar die de feiten zal aangeven in toepassing van artikel 29 van het Wetboek van Strafvordering bij het Politieparket, Dienst Overtredingen (PORTALIS site - Vierarmenstraat 2-4 - 1000 Brussel).

Artikel 3

Indien de bevoegde sanctionerende ambtenaar bij de toepassing van de procedure betreffende het opleggen van een gemeentelijke administratieve sanctie, vaststelt dat de verdachte zich kennelijk ook schuldig heeft gemaakt aan andere misdrijven, zal hij de feiten aangeven bij de referentiemagistraat GAS in toepassing van artikel 29 van het Wetboek van Strafvordering.

Rekening houdend met de aard van de aangegeven feiten beslist de referentiemagistraat GAS of hij een gevolg zal geven aan het geheel van de feiten met inbegrip van het feit of de feiten waarvoor de administratieve procedure werd ingesteld. Hij brengt de sanctionerende ambtenaar daarvan op de hoogte binnen de termijn van 2 maanden na de aangifte, die vervolgens de administratieve procedure afsluit. Zonder beslissing van de procureur des Konings heeft de sanctionerende ambtenaar niet langer de mogelijkheid om een administratieve geldboete op te leggen.

Artikel 4

De onderhavige overeenkomst wordt afgesloten onder de ontbindende voorwaarde van opschorting en/of vernietiging door de toezichthoudende overheid waaronder de gemeente van de beraadslaging van de gemeenteraad, die de onderhavige overeenkomst goedkeurt, ressersteert.

Artikel 5

De verschillende partijen komen minimaal een keer per jaar samen om de toestand te evalueren en een stand van zaken op te maken met betrekking tot de verschillende gebruikte procedures.

Opgemaakt te Sint-Jans-Molenbeek, op in evenveel exemplaren als er partijen zijn.

Voor de gemeente Sint-Jans-Molenbeek Voor het Parket van de procureur des Konings van Brussel

De Burgemeester, De Procureur des Konings,

Françoise SCHEPMANS Jean-Marc MEILLEUR

De Gemeentesecretaris,
Jacques DE WINNE

Een kopie van de onderhavige beraadslaging zal worden overgemaakt aan de volgende diensten : B19 (PRD-001).

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
39 stemmers : 37 positieve stemmen, 2 onthoudingen.

Paulette Piquard quitte la séance / verlaat de zitting
Nicole Linders-Dubocage quitte la séance / verlaat de zitting

#012/21.01.2015/A/0005# **Cohésion Sociale - Sociale Samenhang**

CLES - Avenant n°1 à la convention du 10 février 2011, relative à la coordination locale entre l'asbl Lutte contre l'Exclusion Sociale, la commune de Molenbeek-Saint-Jean et le Collège de la Commission communautaire française représenté par ses services.

LE CONSEIL,

Vu le décret de la Cocof du 13/05/2004 relatif à la Cohésion sociale et l'Arrêté 2005/504 de la Cocof du 10/11/2005 prévoyant les modalités de modification et de contractualisation des conventions spécifiques ;

Vu la décision du Conseil communal du 27 janvier 2011 d'approuver le contrat communal de Cohésion sociale 2011-2015 ainsi que la convention entre chaque association, la commune et la Cocof et la convention spécifique entre la commune de Molenbeek-Saint-Jean, l'asbl « Lutte contre l' Exclusion Sociale à Molenbeek » et le Collège de la Cocof en ce qui concerne la coordination locale du programme ;

Vu la décision du Conseil communal du 24 septembre 2014 d'avaliser la proposition votée à l'unanimité de la concertation de cohésion sociale, relative à la ventilation des montants à répartir en 2014 et 2015, du 24 juin 2014 et de mandater, pour le partenariat, la mise en œuvre des projets par l'asbl Lutte contre l'Exclusion Sociale dans le cadre de sa mission de coordination du programme local ;

DECIDE :

Article unique

D'approuver et de signer l'avenant n°1 à la convention du 10 février 2011 relative à la coordination locale entre l'asbl Lutte contre l'Exclusion Sociale, la commune de Molenbeek-Saint-Jean et le Collège de la Commission communautaire française représenté par ses services.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
37 votants : 37 votes positifs.

CBSU - Aangangsel nr1 van de overeenkomst van 10 februari 2011, met betrekking tot de lokale coördinatie tussen de VZW Lutte contre l'Exclusion Sociale, de gemeente Sint-Jans-Molenbeek en het College van de Franse gemeenschapscommissie vertegenwoordigd door haar diensten.

DE RAAD,

Gelet op het dekreet van de Cocof van 13/05/2004 met betrekking tot de Sociale Cohesie en het toepassingsbesluit van de Cocof van 10/11/2005 dat voorziet in de modaliteiten van wijziging en actualisering van specifieke overeenkomsten;

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 27 januari 2011 het gemeentelijk contract van Sociale cohesie 2011-2015 goed te keuren evenals de overeenkomst tussen elke vereniging, de gemeente Sint-Jans-Molenbeek en de Cocof en de specifieke overeenkomst tussen de gemeente, de vzw "Lutte contre l'Exclusion Sociale à Molenbeek" en het College van de Cocof met betrekking tot de lokale coördinatie van het programma;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 24 september 2014 het bij eenparigheid van stemmen goedgekeurd voorstel van de Sociale Cohesie, op 24 juni 2014, m.b.t. het verdelen over 2014 en 2015 van vrijgekomen bedragen, te steunen en de vzw "Lutte contre l'Exclusion Sociale à Molenbeek", binnen het kader van haar coördinatieopdracht van het lokaal programma, te mandateren voor het partnership en het realiseren van projecten;

BESLIST :

Enig artikel

Aangangsel n°1 van de overeenkomst van 10 februari 2011, met betrekking tot de lokale coördinatie tussen de VZW Lutte contre l'Exclusion Sociale, de gemeente Sint-Jans-Molenbeek en het College van de Franse gemeenschapscommissie vertegenwoordigd door haar diensten, goed te keuren en te ondertekenen.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
37 stemmers : 37 positieve stemmen.

Dirk Berckmans quitte la séance / verlaat de zitting

#012/21.01.2015/A/0006# **Cohésion Sociale - Sociale Samenhang**

CLES - Programme communal de Cohésion Sociale 2011-2015 - Avenant n° 1 à la convention du 31 décembre 2011 entre l'asbl Le piment, la commune de Molenbeek-saint-Jean et le Collège de la Commission communautaire française représenté par ses services.

LE CONSEIL,

Vu le décret de la Cocof du 13/05/2004 relatif à la Cohésion sociale et l'Arrêté 2005/504 de la Cocof du 10/11/2005 prévoyant les modalités de modification et de contractualisation des conventions spécifiques ;

Vu la décision du Conseil communal du 27 janvier 2011 d'approuver le contrat communal de Cohésion sociale 2011-2015 ainsi que la convention entre chaque association, la commune et la Cocof et la convention spécifique entre la commune de Molenbeek-Saint-Jean, l'asbl « Lutte contre l' Exclusion Sociale à Molenbeek » et le Collège de la Cocof en ce qui concerne la coordination locale du programme ;

Considérant qu'à la séance plénière du 24 juin 2014 de la concertation de la Cohésion sociale il a été décidé, par un vote à l'unanimité, que l'asbl le Piment pour 2015 – devant réintégrer le programme communal - percevra le montant du solde Medes (sortie du contrat communal à partir du 1/07/2014) lui permettant de revenir au montant qu'il percevait au programme régional (15.549,00€), soit 8.549,00€ ;

DECIDE :

Article unique

D'approuver et de signer l'avenant nr 1 à la convention du 31 décembre 2011 entre l'asbl Le Piment, la commune de Molenbeek-Saint-Jean et le collège de la Commission communautaire française représenté par ses services

Le Conseil approuve le projet de délibération.
36 votants : 36 votes positifs.

**CBSU - Gemeentelijk programma van Sociale cohesie 2011-2015 -
aanhangsel nr 1 van de overeenkomst van 31 december 2011 tussen de
vzw Le Piment, de gemeente Sint-Jans-Molenbeek en het College van de
Franse gemeenschapscommissie (Cocof) vertegenwoordigd door haar
diensten.**

DE RAAD,

Gelet op het dekreet van de Cocof van 13/05/2004 met betrekking tot de Sociale Cohésie en het toepassingsbesluit van de Cocof van 10/11/2005 dat voorziet in de modaliteiten van wijziging en contractualisering van specifieke overeenkomsten;

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 27 januari 2011 het gemeentelijk contract van Sociale cohesie 2011-2015 goed te keuren evenals de overeenkomst tussen elke vereniging, de gemeente Sint-Jans-Molenbeek en de Cocof en de specifieke overeenkomst tussen de gemeente, de vzw "Lutte contre l'Exclusion Sociale à Molenbeek" en het College van de Cocof met betrekking tot de lokale coördinatie van het programma;

Overwegende dat op de voltallige vergadering van overleg van de Sociale cohesie op 24 juni 2014 eenparig beslist werd dat de vzw Le Piment – die het gemeentelijk programma moet reïntegreren- een deel van de solde van de vzw Medes zal ontvangen, hetzij 8.549,00€ zodat zij opnieuw over hetzelfde bedrag kunnen beschikken als binnen het gewestelijk programma (15.549,00€);

BESLUIT :

Enig artikel

Aanhangsel 1 van de overeenkomst van 31 december 2011 tussen de vzw Le Piment, de gemeente Sint-Jans-Molenbeek en het College van de Franse gemeenschapscommissie, vertegenwoordigd door haar diensten, goed te keuren en te ondertekenen.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
36 stemmers : 36 positieve stemmen.

Ahmed El Khannouss entre en séance / treedt in zitting
Jan Gypers entre en séance / treedt in zitting
Nicole Linders-Dubocage entre en séance / treedt in zitting

#012/21.01.2015/A/0007# **Gestionnaire RH - Manager HR**
Service d'été - Compensation.

LE CONSEIL,

Considérant que le service d'été est actuellement d'application pour tous les services communaux, à l'exception des animateurs d'accueil dans les écoles communales;

Considérant que, pour le bon fonctionnement de beaucoup de ces services, il est impossible d'appliquer cet horaire pendant les mois d'été ; qu'ils bénéficient d'une compensation de 1h30 (pour un agent temps plein) par journée de travail prestée ;

Considérant, par ailleurs, que les membres du personnel avec enfants en âge de la scolarité prennent généralement leur congé annuel pendant les mois d'été et ne bénéficient donc pas du service d'été dans son entièreté ;

Considérant, dès lors, qu'il serait indiqué de supprimer cette inégalité entre les membres du personnel et d'instaurer des mesures de compensation du service d'été à tous les membres du personnel ;

Considérant qu'il ressort d'une enquête effectuée auprès des différentes communes qu'il n'existe pas d'application uniforme ;

Considérant qu'une fermeture le vendredi après-midi n'est pas envisageable dans la mesure où pour les services pour lesquels cette option est impossible (écoles, gardiens de la paix, stewards ...) il faudrait néanmoins accorder une compensation ;

Considérant que les mois d'été comprennent en moyenne 44 jours de travail; ce qui signifie une dispense de 66h

Considérant que l'Administration Communale est un organisme d'intérêt public ; que les services doivent être accessibles le plus possible au citoyen;

Considérant que, de plus en plus, les services communaux ont des difficultés à mener à bien leurs tâches pendant le service d'été ;
Considérant que lors de la négociation du 12.09.2014 le point a été envoyé à un groupe de travail ;
Considérant que ce groupe de travail a eu lieu le 30.09.2014 ;

Vu le protocole d'accord n° 403

DECIDE :

Article unique

D'appliquer le service d'été entre le 15 juillet et le 15 août et d'octroyer un congé compensatoire de 4 jours à tous les membres du personnel (au prorata en cas de prestations incomplètes).

Monsieur De Block dépose un amendement: remplacer dans le texte "congé compensatoire de quatre jours" par "congé compensatoire de 5 jours". Cet amendement est rejeté par 1 vote positif, 36 votes négatifs et 2 abstentions. Le Conseil approuve le projet de délibération.
39 votants : 38 votes positifs, 1 abstention.

Zomerdienst - Compensatie.

DE RAAD,

Overwegende dat de zomerdienst momenteel van toepassing is voor alle gemeentediensten, uitgezonderd voor het opvangpersoneel van de gemeentescholen;

Overwegende dat het voor de goede werking van verschillende diensten, onmogelijk is dit uurrooster toe te passen tijdens de zomermaanden, dat zij een compensatie van 1u30 (voor een agent met een voltijds uurrooster) per gepresterde dag genieten;

Overwegende dat bovendien, de personeelsleden met schoolgaande kinderen overwegend hun verlof tijdens de zomermaanden opnemen en dat zij dus niet kunnen genieten van de volledige zomerdienst;

Overwegende dat vandaar het aangewezen is om deze ongelijkheid tussen de personeelsleden af te schaffen en een compensatie voor de zomerdienst aan het voltallig personeel toe te kennen;

Overwegende dat een enquête bij verschillende andere gemeenten heeft aangetoond dat er geen uniforme toepassing is;

Overwegende dat een sluiting op vrijdag namiddag niet aangewezen is omdat dit niet voor alle diensten mogelijk is (scholen, gemeenschapswachten)en dat dus een compensatie zou moeten toegekend worden;

Overwegende dat de zomermaanden gemiddeld 44werkdagen bevatten, dat dit overeenkomst met een vrijstelling van 66u;

Overwegende dat het gemeentebestuur een dienst van openbaar belang is, dat de diensten zoveel mogelijk toegankelijk moeten zijn voor de burgers;

Overwegende dat de diensten steeds meer problemen hebben om hun taken uit te voeren tijdens de zomermaanden;

Overwegende dat het onderhandelingscomité van 12.09.2014 dit punt naar een werkgroep heeft verdaagd;

Overwegende dat deze werkgroep plaats heeft gevonden op 30.09.2014;

Gezien het overleg van 09.01.2015;

BESLUIT :

Enig artikel

De zomerdienst toe te passen tussen 15 juli en 15 augustus en een compensatieverlof van 4 dagen toe te kennen aan alle personeelsleden (in verhouding tot het uurrooster bij onvolledige prestaties)

De Heer De Block dient een amendement in : vervangen in de tekst "een compensatieverlof van 4 dagen toe te kennen" door "een compensatieverlof van 5 dagen toe te kennen". Dit amendement ingediend door de Heer De Block is verworpen met 1 positieve stem, 36 negatieve stemmen en 2 onthoudingen. De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
39 stemmers : 38 positieve stemmen, 1 onthouding.

Jamal Ikazban quitte la séance / verlaat de zitting
Pierre Vermeulen quitte la séance / verlaat de zitting
Paulette Piquard entre en séance / treedt in zitting
Dirk Berckmans entre en séance / treedt in zitting

#012/21.01.2015/A/0008# **Gestionnaire RH - Manager HR**
Personnel communal - Carte de stationnement.

LE CONSEIL,

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 portant le volet réglementaire du Plan régional de politique du stationnement ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet

2013 relatif aux zones de stationnement réglementées et aux cartes de dérogation ;

Vu le Règlement relatif à la politique communale de stationnement en espace public, approuvé par le Conseil Communal en sa séance du 26.11.14 ;

Considérant que, conformément à l'Arrêté du 18 juillet 2013, le nouveau règlement-redevance :

- ne prévoit pas de carte de stationnement pour le personnel de la Commune, de la Police et assimilé ;
- prévoit une carte de stationnement à 75 € pour le personnel des écoles agréées et crèches publiques ;
- prévoit une carte entreprise (prix progressif de 150 € à 600 €)

Considérant que la seule carte disponible pour le personnel communal souhaitant effectuer son déplacement domicile-travail est désormais la carte entreprise ;

Considérant que la Commune doit désigner un responsable unique pour retirer les cartes de dérogations auprès de l'Agence et qu'elle distribue ensuite les cartes à son personnel selon ses propres règles ;

Considérant que, selon le nombre actuel de carte de stationnement délivré au personnel communal, le coût moyen d'une carte de stationnement « entreprise » s'élèverait à 520 €/an. ;

Considérant que 85% des bénéficiaires de l'agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale sont retournées à l'administration communale ;

Sur proposition du collège échevinal;

Vu le protocole d'accord n°406 du comité de négociation du 09012015;

DECIDE :

Article 1

D'acquiescer des cartes de stationnement entreprise pour l'ensemble des membres du personnel communal souhaitant effectuer le déplacement domicile-travail en voiture ;

Article 2

De fixer l'intervention personnelle des agents communaux désirant obtenir ladite carte à 80 € par an ;

Article 3

La carte de stationnement ne sera pas cumulable avec une intervention dans les frais de transports en commun ;

Article 4

De compléter le règlement sur les frais de transport comme suit :

CHAPITRE III-Déplacements Trajet Domicile/Lieu De Travail En Voiture Privée

Une carte de stationnement est octroyée aux membres du personnel qui en font la demande par le document adhoc et déclarent que la carte sera utilisée à titre exclusivement personnel.

La part personnelle s'élève à 80euro par an et elle est déduite du traitement.

La carte de stationnement ne sera pas cumulable avec une intervention dans les frais de transports en commun

Article 5

De charger le service du GRH de la gestion des cartes de stationnement.

Monsieur De Block dépose un premier amendement, rajouter à l'article 1 : "aux membres du personnel communal et du CPAS". Le premier amendement est rejeté par 1 vote positif, 36 votes négatifs et 2 abstentions. Monsieur De Block dépose un second amendement: changer à l'article 2 "80 €" en "75 €". Le second amendement est rejeté par 1 vote positif, 36 votes négatifs et 2 abstentions. Monsieur De Block dépose un troisième amendement, rajouter à la fin de l'article 4 : "si le membre du personnel décide de restituer sa carte, il peut se faire rembourser un autre moyen de transport". Le troisième amendement est rejeté par 1 vote positif, 36 votes négatifs et 2 abstentions. Le Conseil approuve le projet de délibération.

39 votants : 25 votes positifs, 14 abstentions.

Gemeentepersoneel - Parkeerkaart.

DE RAAD,

Gelet op het Besluit van het Brusselse hoofdstedelijke gewest van 18072013 over het reglementaire luik van het Gewestelijk plan inzake het parkeerbeleid

gelet op het besluit van het Brusselse hoofdstedelijke gewest van 18072013 betreffende de gereguleerde parkeerzones en de afwijkingskaarten
gelet op het Reglement inzake het gemeentelijk parkeerbeleid in openbare ruimte, goedgekeurd door de Gemeenteraad van 26.11.2014
overwegende dat , overeenkomstig het Besluit van 18072013, het nieuwe reglement - bijdrage :

- geen parkeerkaart voorziet van het personeel van de Gemeente, de Politie en gelijkgesteld
 - een parkeerkaart aan 75€ voorziet voor het personeel van de erkende scholen en openbare crèches
 - een kaart voor ondernemingen (progressieve prijs van 150€ tot 600€)
- overwegende dat de enige kaart beschikbaar voor het gemeentepersoneel dat de verplaatsing woonst-werk wenst te doen dus de ondernemingskaart is
overwegende dat de gemeente een enige verantwoordelijke dient aan te duiden om de afwijkingskaarten bij het Agentschap af te halen en dat zij vervolgens de kaarten aan het personeel verdeelt volgens haar eigen regels
overwegende dat, volgens het huidige aantal parkeerkaarten afgeleverd aan het gemeentepersoneel, de gemiddelde prijs van een parkeerkaart "onderneming" 520€/jaar zou bedragen
overwegende dat 85% van de winsten van het parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk gewest teruggestuurd worden naar het gemeentebestuur;

Op voorstel van het schepencollege;

Gelet op het protokoolakkoord nr 406 van het onderhandelingscomité van 09012015;

BESLUIT :

Artikel 1

Ondernemingsparkeerkaarten aan te schaffen voor het geheel van de gemeentelijke personeelsleden die de verplaatsing woonst-werk met het voertuig wensen af te leggen

Artikel 2

De persoonlijke tussenkomst van de gemeenteagenten die deze kaart wensen te bekomen, op 80€ per jaar vast te stellen

Artikel 3

De parkeerkaart zal niet cumuleerbaar zijn met een tussenkomst in de openbare vervoerskosten

Artikel 4

Het reglement inzake transportkosten als volgt aan te vullen:

HOOFDSTUK III - Verplaatsingen traject woonst/werkplaats met privé-voertuig

een parkeerkaart wordt toegekend aan de personeelsleden die er een aanvraag toe indienen via het bijgevoegd document en verklaren dat de kaart enkel voor persoonlijk gebruik bestemd is

het persoonlijk aandeel bedraagt 80€ en zal van de wedde afgehouden worden de parkeerkaart zal niet cumuleerbaar zijn met een tussenkomst in de openbare vervoerskosten

Artikel 5

de dienst HRM wordt belast met het beheer van de parkeerkaarten

De Heer De Block dient een eerste amendement in, bij de tekst voegen : "voor het geheel van de gemeentelijke personeelsleden en van het OCMW". Het eerste voorstel voor amendement ingediend door de Heer De Block is verworpen met 1 positieve stem, 36 negatieve stemmen en 2 onthoudingen. De Heer De Block dient een tweede amendement in: bij de tekst veranderen "80 €" in "75 €". Het tweede voorstel voor amendement ingediend door de Heer De Block is verworpen met 1 positieve stem, 36 negatieve stemmen en 2 onthoudingen. De Heer De Block dient een derde amendement in, bij de tekst voegen : "Indien het personeelslid beslist zijn/haar kaart terug te geven, kan hij/zij terugbetaald worden voor een ander vervoermiddel.". Het derde voorstel voor amendement ingediend door de Heer De Block is verworpen met 1 positieve stem, 36 negatieve stemmen en 2 onthoudingen. De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

39 stemmers : 25 positieve stemmen, 14 onthoudingen.

#012/21.01.2015/A/0009# **Gestionnaire RH - Manager HR**

Règlement de travail - Horaire de la propreté publique - Modification.

LE CONSEIL,

Vu la décision du 25.06.2014 par laquelle il décide de fixer l'horaire du service de la propreté publique comme suit : 07 h 30' – 12 h 00' et 12 h 45' – 15 h 30'
Le jeudi, des ouvriers seront présents jusqu'à 16 h 30 afin d'assurer le nettoyage après le marché.

Samedi et dimanche : 07 h 00' à 18 h 00'

Les ouvriers prennent la pause dans le secteur où ils se trouvent.

Les ouvriers sont autorisés à se rendre au service dès 15 h 00' afin de pouvoir se doucher et se changer

Considérant que ce nouvel horaire pose problème pour la bonne exécution du travail ; que les camions se trouvent souvent dans les embouteillages ;

Considérant, dès lors, que le temps réel des prestations a diminué depuis l'application du nouvel horaire ;

Considérant qu'un groupe de travail a eu lieu avec les syndicats, en date du 11.12.2014, en présence des représentants du personnel du service de la propreté publique ;

Considérant qu'il est nécessaire, pour le bon fonctionnement du service de la propreté publique, de revoir l'horaire de ce dernier ;

Sur proposition du collègue échevinal;

Vu le protocole d'accord n°402 du comité de négociation du 09.01.2015;

DECIDE :

Article unique

De fixer l'horaire du service de la propreté publique comme suit :

07 h 00' -12 h 00' et de 12 h 45' à 15 h 00'

Le jeudi, les ouvriers seront présents jusqu'à 16 h 00' afin d'assurer le nettoyage après le marché.

Samedi et dimanche : 07 h 00' à 19 h 00'.

Les ouvriers sont autorisés à se rendre au service un quart d'heure avant la fin de leurs prestations afin de pouvoir se doucher et se changer, le pointage 'out' se fait après.

Le Conseil approuve le projet de délibération moyennant l'amendement déposé par Monsieur De Block et adopté à l'unanimité, de remplacer la fin de l'article unique par la phrase suivante:"Les ouvriers sont autorisés à se rendre au service un quart d'heure avant la fin de leurs prestations afin de pouvoir se doucher et se changer, le pointage 'out' se fait après".

38 votants : 38 votes positifs.

Arbeidsreglement - Uurrooster van de openbare reinheid - Wijziging.

DE RAAD,

Gelet op de beraadslaging van 25.06.2014 waarbij besloten werd het uurrooster van de dienst openbare reinheid als volgt vast te stellen :

07 u 30' – 12 u 00' en 12 u 45' – 15 u 30'

op donderdag, zullen er arbeiders aanwezig zijn tot 16u30 om de schoonmaak na de markt te verzekeren

zaterdag en zondag : 7u tot 18u

de arbeiders nemen een pauze in de sector waar ze zich bevinden

de arbeiders worden toegelaten zich naar de dienst te begeven vanaf 15u teneinde zich te douchen en zich om te kleden

overwegende dat dit nieuwe uurrooster problemen stelt voor de goede uitvoering van het werk; dat de vrachtwagens vaak in de verkeersopstoppingen bevinden

overwegende bijgevolg dat de werkelijke prestatietijd verminderd is sinds de toepassing van het nieuwe uurroosters

overwegende dat een werkgroep plaats gehad heeft met de syndicaten op 11.12.2014, in aanwezigheid van de vertegenwoordigers van het personeel van de dienst openbare reinheid;

Overwegende dat het nodig is, voor de goede werking van de dienst openbare reinheid, het uurrooster van deze dienst te herzien op voorstel van het schepencollege;

Gelet op het protocolakkoord nr 402 van het onderhandelingscomité van 09.01.2015;

BESLUIT :

Enig artikel

Het uurrooster van de dienst openbare reinheid als volgt vast te stellen :

07 u 00' -12 u 00' en van 12 u 45' tot 15 u 00'

op donderdag, zullen de arbeiders aanwezig zijn tot 16u teneinde de schoonmaak na de markt te verzekeren

zaterdag en zondag : 07 u 00' tot 19 u 00'.

De arbeiders worden toegelaten zich naar de dienst 15 minuten voor het einde van hun prestaties te begeven teneinde zich te douchen en om te kleden, het 'uit' prikken gebeurt daarna.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed, mits het amendement voorgesteld door Meneer De Block en aangenomen met eenparigheid der stemmen, op het einde van het enig artikel de zin te vervangen door het volgende: "De arbeiders worden toegelaten zich naar de dienst 15 minuten voor het einde van hun prestaties te begeven teneinde zich te douchen en om te kleden, het 'uit' prikken gebeurt daarna".
38 stemmers : 38 positieve stemmen.

Mohammadi Chahid quitte la séance / verlaat de zitting

Jef Van Damme quitte la séance / verlaat de zitting

Dirk Berckmans quitte la séance / verlaat de zitting

#012/21.01.2015/A/0010# **Gestionnaire RH - Manager HR**

Modification du cadre administratif et technique et des conditions de promotion du statut administratif.

LE CONSEIL,

Revu sa délibération du 18.04.2002, par laquelle le Conseil communal décide de fixer les conditions particulières de promotion et de recrutement du personnel communal;

Considérant que les conditions de promotion et de recrutement étaient fixées sur base des cadres du personnel administratif et technique, ainsi que sur base de l'inventaire des missions de l'Administration, de l'organigramme des services, de la description des tâches des services et de la description des fonctions;

Vu sa délibération du 17.11.2014 par laquelle il fixe le nouvel organigramme du personnel communal ;

Considérant qu'il convient de réexaminer les conditions de promotion et de recrutement du personnel technique, afin d'assurer le bon fonctionnement des services communaux;

Vu le protocole n°404;

Sur proposition du collège échevinal;

DECIDE

Article 1

D'adapter le cadre administratif et technique comme suit :

	cadre prévu	nouveau cadre
CADRE ADMINISTRATIF		
Secrétaire communal A11	1	1
Receveur communal A10	1	1
Secrétaire adjoint A10	1	1
Directeur A7	4	4
Directeur Ressources humaines A7	1	1
Conseiller (fonctionnaire de prévention) A7 (cc 12022002)	1	0
Fonctionnaire de Prévention A5	0	1

Chef de Division A5	6	5
Conseiller Adjoint A4	9	12
Conseiller adjoint informaticien A4	1	0
Secrétaire d'administration A1	35	35
Secrétaire d'administration Juridiquee A1/A4	1	1
Secrétaire d'administration Archiviste A	1	1
Secrétaire d'administration en communication A1	1	0
Secrétaire d'administration informaticien A1/A4	1	1
Secrétaire d'administration traducteur A1/A4	1	1
Cultuurbeleidscoordinator A1	1	1
	66	66
CADRE TECHNIQUE		
Directeur technique A7	2	2
Architecte en chef/ingénieur principal chef de service/ingénieur industriel chef/inspecteur en chef A6	3	1
Chef de division technique A5	0	3
Architecte/ingénieur industriel/inspecteur principal A4	4	3
Ingénieur civil A2	1	1
Architecte/ingénieur industriel/inspecteur A1	10	9
Eco-conseiller A1	1	0
Conseiller en prévention A1/A4	1	1
Conseiller en mobilité A1	2	0
	24	20

Article 2

De compléter sa délibération du 19.05.2005 fixant les conditions particulières de promotion du personnel technique comme suit :

création du grade de Chef de division technique (pas de recrutement)

Grades donnant accès :

Architecte/ingénieur/inspecteur principal A4

Ingénieur civil A2

Architecte/Ingénieur industriel /inspecteur A1

Conditions particulières de promotion

-Compter 9 années d'ancienneté de niveau A

-avoir suivie la formation continuée

-bénéficier d'une évaluation positive

Article 3

1)de modifier les conditions de recrutement du fonctionnaire de prévention comme suit :

-Être titulaire d'un diplôme universitaire (master) si possible dans les domaines de sciences sociales et humaines.

-compter une expérience utile de 5 ans dans la gestion, l'accompagnement de

projets de prévention et dans diverses fonctions à responsabilité

-satisfaire à l'examen de recrutement

2) 1) de modifier les conditions de recrutement du conseiller en prévention comme suit :

-Etre titulaire d'un diplôme prise en considération pour le recrutement aux emplois de niveau 1 ;

-Être titulaire d'un diplôme de conseiller en prévention de niveau 1

-satisfaire à l'examen de recrutement

Article 4

De modifier les conditions de promotion du Conseiller en prévention comme suit :

Le conseiller en prévention obtient automatiquement le grade de conseiller adjoint (A4) s'il satisfait aux conditions

suivantes :

-compter 5 années d'ancienneté comme conseiller en prévention à la commune

-avoir suivi la formation continuée

-bénéficier d'une évaluation positive

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

Wijziging van het administratief en technisch kader en de bevorderingsvoorwaarden van het administratief statuut.

DE RAAD,

Gezien de beslissing van de gemeenteraad van 18.04.2002 met dewelke deze de bijzondere bevorderings- en aanwervingsvoorwaarden van het gemeentepersoneel vaststelt;

Overwegende dat de voorwaarden werden vastgesteld op basis van het administratief en technisch kader, op basis van de inventaris van de opdrachten van het gemeentebestuur, de organigram van de diensten en de functieomschrijvingen;

Gezien de beslissing van 17.11.2014 waarbij het nieuw organigram van de gemeentediensten werd vastgesteld;

Overwegende dat het noodzakelijk is de aanwervings- en bevorderingsvoorwaarden van het technisch personeel te herzien om de goede werking van de diensten te vrijwaren;

Gezien het protocol n° 404;

Op voorstel van het schepencollege;

BESLUIT :

Artikel 1

Het administratief en technisch kader als volgt aan te passen

	voorzien kader	nieuw kader
ADMINISTRATIEF KADER		

Gemeentesecretaris A11	1	1
Gemeenteontevanger A10	1	1
Adjunct Secretaris A10	1	1
Directeur A7	4	4
Directeur Human Resources A7	1	1
Adviseur (preventieambtenaar) A7 (GR 12022002)	1	0
Preventieambtenaar A5	0	1
Afdelingshoofd A5	6	5
Adjunct adviseur A4	9	12
Adjunct adviseur informaticus A4	1	0
Bestuurssecretaris A1	35	35
Bestuurssecretaris Jurist A1/A4	1	1
Bestuurssecretaris archivist A1	1	1
Bestuurssecretaris communicatie A1	1	0
Bestuurssecretaris informaticus A1/A4	1	1
Bestuurssecretaris vertaler A1/A4	1	1
Cultuursbeleidscoördinator A1	1	1
	66	66
TECHNISCH KADER		
Technisch directeur A7	2	2
Hoofdarchitect diensthoofd/hoofdingenieur diensthoofd/hoofd industrieel ingenieur diensthoofd /hoofdinspecteur diensthoofd A6	3	1
Technisch afdelingshoofd A5	0	3
Architect/industrieel ingenieur/hoofdinspecteur A4	4	3
Burgerlijk ingenieur A2	1	1
Architect/industrieel ingenieur/inspecteur A1	10	9
Milieuambtenaar A1	1	0
Veiligheidsambtenaar A1/A4	1	1
Mobiliteitsambtenaar A1	2	0
	24	20

Artikel 2

Zijn beslissing van 19.05.2005 te vervolledigen door de bijzondere bevorderingsvoorwaarden van het technisch personeel als volgt vast te stellen :

Instellen van een technisch afdelingshoofd (geen aanwerving):

graden die toegang verlenen :

architect/ingenieur/hoofdinspecteur A4

burgerlijk ingenieur A2

architect/ingénieur/inspecteur A1

Bijzondere bevorderingsvoorwaarden :

- 9jaar ancienniteit tellen in niveau A;
- doorlopende opleiding hebben genoten;
- genieten van een gunstige evaluatie;

Artikel 3

1)de aanwervingsvoorwaarden voor de preventieambtenaar als volgt te wijzigen :

- titulaires zijn van een universitair diploma (master) indien mogelijk op het gebied van sociale en humane wetenschappen;
- een nuttige ervaring van 5 jaar in het beheer, de omkadering van veiligheidsprojecten en in verschillende leidinggevende functies ;
- voldoen aan het aanwervingsexamen

2)de aanwervingsvoorwaarden van de veiligheidsambtenaar als volgt te wijzigen :

- titularis zijn van een diploma dat in aanmerking wordt genomen voor een functie van niveau 1;
- titularis zijn van een diploma van veiligheidsadviseur van niveau 1;
- voldoen aan het aanwervingsexamen

Artikel 4

De bevorderingsvoorwaarden van veiligheidsambtenaar als volgt te wijzigen : de veiligheidsambtenaar krijgt automatisch de graad van adjunct adviseur (A4) wanneer hij aan volgende voorwaarden voldoet :

- 5jaar ancienniteit tellen als veiligheidsadviseur bij de gemeente;
- doorlopende opleiding hebben genoten;
- genieten van een gunstige evaluatie

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

#012/21.01.2015/A/0011# **Finances - Financiën**

Fabrique d'église Saint-Vincent de Paul - Comptes 2010 - 2011 et 2012.

LE CONSEIL,

Considérant que la commune d'Anderlecht nous a fait parvenir les comptes des exercices 2010,2011 et 2012 de la fabrique d'église Saint-Vincent de Paul ;
Considérant que ces comptes se présentent comme suit :

	Compte 2010	Compte 2011	Compte 2012
Recettes	55.484,74 EUR	71.962,80 EUR	48.462,09 EUR
Dépenses	26.801,29 EUR	32.627,06 EUR	33.876,64 EUR
Boni	+26.683,45 EUR	+39.335,74 EUR	+14.585,45 EUR

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église, modifié par l'ordonnance du 19 février 2004 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale ;
Vu la loi du 4 mars 1870 sur le Temporel des Cultes ;
Vu la circulaire ministérielle du 15 mai 1885 relative à la comptabilité des fabriques d'églises ;
Vu la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

Article unique

D'émettre un avis favorable sur les comptes 2010, 2011 et 2012 de la fabrique d'église Saint-Vincent de Paul.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
35 votants : 35 votes positifs.

Sint Vincentius à Paolo - Rekeningen 2010 - 2011 en 2012.

DE RAAD,

Overwegende dat de gemeente Anderlecht ons de rekeningen 2010,2011 en 2012 van de kerkfabriek Sint-Vincentius a Paulo heeft laten worden ;
Overwegende dat deze rekeningen zich als volgt voordoen :

	Rekening 2010	Rekening 2011	Rekening 2012
Ontvangsten	55.484,74 EUR	71.962,80 EUR	48.462,09 EUR
Uitgaven	26.801,29 EUR	32.627,06 EUR	33.876,64 EUR
Boni	+26.683,45 EUR	+39.335,74 EUR	+14.585,45 EUR

Gezien het Keizerlijk decreet van 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken, gewijzigd door de ordonnantie van 19 februari 2004 van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;
Gezien de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der Erediensten ;
Gezien de ministeriële omzendbrief van 15 mei 1885 betreffende de boekhouding van de kerkfabrieken ;
Gezien de nieuwe gemeentewet ;

BESLUIT :

Enig Artikel

Een gunstig advies uit te brengen over de rekeningen 2010,2011 en 2012 van de kerkfabriek Sint-Vincentius a Paulo.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

Françoise Schepmans quitte la séance / verlaat de zitting

#012/21.01.2015/A/0012# **Finances - Financiën**

Fabrique d'église Saint-Jean-Baptiste - Budget 2015.

LE CONSEIL,

Considérant que la fabrique d'église Saint-Jean-Baptiste nous a fait parvenir son budget 2015 ;

Considérant qu'afin de présenter le budget en équilibre, la fabrique a inscrit à l'article 17 des recettes ordinaires (subside ordinaire de la commune) un montant de 30.663,17 EUR ;

Considérant que le budget se présente comme suit :

RECETTES 67.083,17 EUR

DEPENSES 67.083,17 EUR

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809, concernant les fabriques d'églises modifié par l'ordonnance du 19 février 2004 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le Temporel des Cultes;

Vu la circulaire ministérielle du 15 mai 1885 relative à la comptabilité des fabriques d'églises;

Vu la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

Article unique

d'émettre un avis favorable, sur le budget 2015, de la fabrique d'église Saint-Jean-Baptiste

et de leur accorder un subside ordinaire de 30.663,17 EUR et de réserver cette dépense à l'article 7900/332/02 du budget ordinaire de 2015.

Expédition de la présente délibération sera transmise, pour approbation, à l'Autorité de tutelle

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Kerkefabriek Sint-Jan de Doper - Begroting 2015.

DE RAAD,

Overwegende dat de kerkefabriek Sint-Jan de Doper ons haar begroting 2015 heeft laten geworden ;

Overwegende dat teneinde de begroting in evenwicht af te sluiten, de kerkfabriek op artikel 17 van de gewone ontvangsten (toelage van de gemeente voor de gewone kosten van de eredienst) een bedrag van 30.633,17 EUR heeft ingeschreven ;

Overwegende dat de begroting zich als volgt voordoet :

ONTVANGSTEN	67.083,17 EUR
UITGAVEN	67.083,17 EUR

Gelet op het keizerlijk decreet van 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken, gewijzigd door de ordonnantie van 19 februari 2004 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op de temporalien van de eredienst;

Gezien de ministeriële omzendbrief van 15 mei 1885 betreffende de boekhouding van de kerkfabrieken ;

Gezien de nieuwe gemeentewet ;

BESLUIT :

Enig Artikel

Een gunstig advies uit te brengen over de begroting 2015 van de kerkfabriek Sint-Jan de Doper en hun een gewone toelage van 30.633,17 EUR toe te kennen en deze uitgave te reserveren op artikel 7900/332/02 van de gewone begroting van 2015.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal ter goedkeuring aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

#012/21.01.2015/A/0013# **Logement Et Gestion Immobilière - Huisvesting En Beheer Gebouwen
Propriété communale sise rue Ulens 40-44 - Convention d'occupation
précaire des locaux par le Samu social.**

LE CONSEIL,

Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la délibération du Conseil communal du 25 octobre 2012 approuvant le programme de base du contrat de quartier durable « Autour de Léopold II » ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestres et Echevins du 14 avril 2014 par laquelle il confirme la procédure d'expropriation du bien sis rue Ulens 40-44 à 1080 Bruxelles et il s'engage à acquérir un bien immobilier qui permettra de relocaliser le Samu social, occupant actuel du bien sis rue Ulens 40-44, en prenant en compte certaines contraintes dont une mise à disposition gratuite du bien;

Considérant que, par jugement du Tribunal de Justice de Paix du canton de

Molenbeek-Saint-Jean du 28 mai 2014, la Commune de Molenbeek-Saint-Jean est devenue propriétaire du bien visé ci-dessus ;
Considérant que des locaux y sont occupés par le Samu Social et qu'il y a lieu de conclure une convention d'occupation précaire pour encadrer cette occupation ;
Considérant que les travaux liés au Contrat de quartier durable sur la parcelle sise rue Ulens 40-44, ne débiteront pas avant la fin de l'année 2016 ;
Considérant que l'occupation des lieux par le Samu Social permettra au bien de demeurer occupé et de garder son utilité jusqu'au début des travaux prévus ;
Considérant que la convention prévoit de leur accorder un préavis de 3 mois afin de laisser au Samu social le temps nécessaire à l'évacuation de l'important stock de matériel sis rue Ulens 40-44 ; que la convention prévoit aussi la prise en charge par l'occupant de l'ouverture des compteurs et le paiement des charges liées à cette occupation ;
Considérant que ce projet de convention a été soumis au service des Affaires juridiques ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins formulée en sa séance du 15 décembre 2014 ;

DECIDE :

Article unique

D'approuver le projet de convention d'occupation précaire avec le « Samu social », à titre gratuit, pour une partie du bâtiment sis rue Ulens 40-44 à 1080 Bruxelles, exproprié dans le cadre du Contrat de Quartier durable « Autour de Léopold II », et cela, pour une durée déterminée prenant fin le 31 décembre 2016, avec prolongations possibles, dans l'attente du début du chantier.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
34 votants : 34 votes positifs.

Gemeentelijke eigendom gelegen Ulenstraat 40-44 - Overeenkomst voor een precaire terbeschikkingstelling door de Samu social.

DE RAAD,

Gezien artikel 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet ;
Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad van 25 oktober 2012 houdende goedkeuring van het basisprogramma van duurzaam wijkcontract « Rond Leopold II » ;
Gezien de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 14 april 2014 waarmee het de onteigeningsprocedure van het goed gelegen in de Ulenstraat 40-44 te 1080 Brussel bevestigt en zich ertoe verbindt het vastgoed aan te kopen dat het mogelijk maakt een nieuwe vestigingsplaats te geven aan de Samu social, de huidige gebruiker van het in de Ulenstraat 40-44 gelegen goed, rekening houden met enkele verplichtingen waaronder een gratis

terbeschikkingstelling van het goed;

Overwegende dat door een vonnis van het Vredegerecht van het Kanton Sint-Jans-Molenbeek van 28 mei 2014 de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek eigenaar is geworden van het hierboven bedoelde goed ;

Overwegende dat daar lokalen zijn die door de Samu social bezetten zijn en dat er een overeenkomst voor een preciaire terbeschikkingstelling moet worden gesloten om het gebruik van de Samu social te omkaderen ;

Overwegende dat de werken die zijn verbonden aan het Duurzaam wijkcontract over het perceel gelegen in de Ulensstraat 40-44 niet voor het einde van het jaar 2016 zullen beginnen ;

Overwegende dat het gebruik van de ruimten door de Samu social het mogelijk zou maken voor het goed om gebruikt te blijven en zijn nut te behouden tot aan het begin van de geplande werken ;

Overwegende dat de overeenkomst voorziet om hen een vooropzeg van 3 maanden te laten ten einde de Samu social de nodige tijd te geven voor de afvoer van de belangrijke materialenopslag gelegen in de Ulensstraat 40-44 ; dat de overeenkomst ook voorziet dat de gebruik de opening van de tellers en de betaling van de lasten die aan dit gebruik zijn gekoppeld voor zijn rekening neemt;

Overwegende dat dit ontwerp van overeenkomst is voorgelegd aan de dienst Juridische zaken ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen geformuleerd in zijn zitting van 15 december 2014 ;

BESLUIT :

Enig artikel

Het ontwerp van overeenkomst voor een tijdelijke terbeschikkingstelling met de « Samu social» die gratis is, voor een deel van het gebouw gelegen in de Ulensstraat 40-44 te 1080 Brussel, onteigend in het kader van Duurzaam Wijkcontract « Rond Leopold II », voor een bepaalde duur die een einde neemt op 31 december 2016, met mogelijke verlengingen, in afwachting van het begin van de werf.

Deze beslissing moet overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

#012/21.01.2015/A/0014# **Travaux Publics - Openbare Werken**

**Nouvelle Loi communale - Article 234 alinéa 3 - Marchés publics -
Communication des décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins -
CC15.001**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale notamment l'article 234§3 tel que modifié par les ordonnances des 17 juillet 2003 et 9 mars 2006 ;
Vu les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins relatives à la passation de marchés par procédure négociée en vertu de l'article 26§1-1^oa) et l'article 53§2 de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services ;

EST INFORME DE LA DECISION DU COLLEGE SUIVANTE :

- 15 décembre 2014 – Travaux Publics – Marché de fournitures relatif à la fourniture et au placement de portes coupe-feu au garage du bâtiment situé à la rue Tazieaux, 40 - Modification et maintien de sa décision du 17.11.2014 – 5.785,12 EUR HTVA (TVA 21% soit 1.214,88 EUR) – Art. 4241/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2014 – Fonds d'emprunt ;

ET DECIDE

Article unique

D'approuver le mode de financement de la dépense susvisée.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
34 votants : 33 votes positifs, 1 abstention.

Nieuwe Gemeentewet - Artikel 234 alinea 3 - Overheidsopdrachten - Mededeling van de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen - GR15.001

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 234§3 zoals gewijzigd door de ordonnances van 17 juli 2003 en 9 maart 2006 ;
Gelet op de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen waarbij opdrachten gegund worden door onderhandelingsprocedure volgens artikel 26§1, 1^o a) en artikel 53§2 van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten ;

WORDT GEÏNFORMEERD VAN DE VOLGENDE BESLISSING VAN HET COLLEGE :

- 15 december 2014 – Openbare Werken - Overheidsopdracht voor leveringen met betrekking tot de levering en plaatsing van branddeuren aan de garage van het gebouw gelegen aan de Taziauxstraat 40 – Wijziging en handhaving van zijn beslissing van 17.11.2014 - 5.785,12 EUR BTW niet inbegrepen (TVA

21% ad. 1.214,88 EUR) - Art. 4241/724/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2014 – Leningsgelden;

EN BESLUIT :

Enig artikel

De financieringswijze van de bovenvermelde uitgaven goed te keuren.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
34 stemmers : 33 positieve stemmen, 1 onthouding.

Abdelkarim Haouari quitte la séance / verlaat de zitting
Jamal Ikazban entre en séance / treedt in zitting
Dirk De Block quitte la séance / verlaat de zitting
Dirk Berckmans entre en séance / treedt in zitting
Youssef Lakhoulfi quitte la séance / verlaat de zitting

#012/21.01.2015/A/0015# **Urbanisme-Permis D'environnement-Hygiène - Stedenbouw-Milieuvergunninge-Hygiëne**
PPAS 6D - Justification de l'absence d'incidence notable sur l'environnement.

LE CONSEIL,

Vu le Code Bruxellois d'Aménagement du Territoire, et plus particulièrement ses articles 40 à 51, et ses arrêtés d'application ;

Vu l'approbation par le Conseil Communal en date du 28/02/2008 du principe de modifier le PPAS 6D couvrant la zone comprise entre le boulevard Louis Mettwie, le boulevard Edmond Machtens, la rue Belle-au-Bois-Dormant et l'avenue du Scheutbosch ;

Vu l'approbation par le Conseil Communal en date du 24/06/2013 du principe d'extension de mission permettant de finaliser la modification du PPAS 6D ;

Considérant que, suite à des contacts avec l'administration régionale, et vu la nouvelle orientation prise dans ce dossier, il est nécessaire d'élaborer un nouveau rapport relatif à la détermination de la présence ou de l'absence d'incidences notables sur l'environnement du plan projeté, se basant sur le nouveau programme défini en 2013 ;

Considérant que selon le rapport établi par le service en décembre 2014, il n'y a pas lieu de procéder à la réalisation d'un rapport sur les incidences environnementales, pour les raisons développées dans ledit rapport;

Considérant que selon l'article 44 du Cobat, il y a lieu de solliciter l'avis de l'Administration et de l'Institut Bruxellois pour la gestion de l'Environnement

portant sur l'absence d'incidences notables du plan projeté ;

DECIDE :

Article 1

De se prononcer dans le sens de l'absence d'incidences notables du plan projeté sur l'environnement et de ne pas procéder à la réalisation d'un rapport sur les incidences environnementales ;

Article 2

De solliciter l'avis de l'Administration et de l'Institut Bruxellois pour la gestion de l'Environnement portant sur l'absence d'incidences notables du plan projeté.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

BBP 6D - Rechtvaardiging van de afwezigheid van een noemenswaardig effect op het milieu.

DE RAAD,

Gezien het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening, en meer in het bijzonder zijn artikels 40 tot en met 51, en zijn toepassingsbesluiten ;

Gezien de goedkeuring door de Gemeenteraad op 28/02/2008 van het principe om het BBP 6D, dat de zone dekt die vervat ligt tussen de Louis Mettwielaan, de Edmond Machtenslaan, de Schoonslaapsterstraat en de Scheutboslaan, te wijzigen ;

Gezien de goedkeuring door de Gemeenteraad van 24/06/2013 van het principe van de uitbreiding van de opdracht die het mogelijk maakt de wijziging van het BBP te voltooien ;

Overwegende dat in gevolge de contacten met het gewestelijk bestuur, en gezien de nieuwe richting die in dit dossier werd genomen, het nodig is om een nieuw rapport uit te werken met betrekking tot de vastlegging van de aan- of afwezigheid van noemenswaardige milieueffecten op het ontwerpplan, gebaseerd op het nieuwe programma dat is vastgelegd in 2013 ;

Overwegende dat volgens het door de dienst in december 2014 opgestelde rapport, omwille van de daarin ontwikkelde redenen, er geen milieueffectenrapport moet worden uitgevoerd ;

Overwegende dat volgens artikel 44 van het BWRO er een advies aan het Bestuur van de Brussels Instituut voor Milieubeheer moet worden gevraagd over de afwezigheid van noemenswaardige effecten op het ontwerpplan ;

BESLIST :

Artikel 1

Zich uit te spreken in de zin van de afwezigheid van noemenswaardige milieueffecten van het ontwerpplan en niet over te gaan tot de uitvoering van een milieueffectenrapport ;

Artikel 2

Om het advies bij het Brussels Instituut voor Milieubeheer te vragen over de

afwezigheid van noemenswaardige effecten op het ontwerpplan.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
33 stemmers : 33 positieve stemmen.

Françoise Schepmans entre en séance / treedt in zitting
Abdelkarim Haouari entre en séance / treedt in zitting
Christian Magérus entre en séance / treedt in zitting
Mohammadi Chahid entre en séance / treedt in zitting
Jef Van Damme entre en séance / treedt in zitting
Dirk De Block entre en séance / treedt in zitting
Youssef Lakhroufi entre en séance / treedt in zitting

#012/21.01.2015/A/0016# **Organisation Générale - Algemene Organisatie**

Interpellation déposée par Monsieur Van Damme relative à l'emplacement du marché à Molenbeek-Saint-Jean.

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie ingediend door Mijnheer Van Damme betreffende de locatie van de markt in Sint-Jans-Molenbeek.

DE RAAD,

Neemt kennis van de interpellatie ingediend door Mijnheer Van Damme waarvan de tekst volgt :

Beste mevrouw de burgemeester,

Elke donderdag en zondag vindt er in het centrum van de gemeente een markt plaats. De donderdagmarkt is bekend ver buiten de grenzen van Brussel en zelf over onze landsgrenzen heen. Niet zelden zijn er klanten uit Nederland, Duitsland en Frankrijk die afzakken naar onze markt. Ze is een soort visitekaartje van onze gemeente en bepaalt in belangrijke mate mee ons imago. Ook de zondagmarkt, een paar jaar geleden nog op stervens na dood, leeft weer op. Er zijn meer handelaren én meer klanten.

Traditioneel vonden beide markten al sinds mensenheugenis plaats op het gemeenteplein. Als centrale plaats in onze gemeente is dit al heel lang een evidentie.

Tijdens de heraanleg van het plein, werden beide markten verplaatst. De zondagmarkt staat voortaan op het Sint-Jans-Baptiste Voorplein. De donderdagmarkt is (gedeeltelijk) verplaatst naar de Sint-Mariastraat, dit tot onvrede van een aantal buurtbewoners. Die vreesden overlast door lawaai en

vuil, hetgeen effectief ook regelmatig het geval is. Toch konden vele bewoners deze oplossing aanvaarden omdat ze beperkt was in de tijd.

Die tijdelijkheid werd in het verleden duidelijk gecommuniceerd. Maar ze blijkt ook overduidelijk uit de heraanleg van het plein zelf. Daarbij werd, onder andere op vraag van de schepenen bevoegd voor economie en handel in de vorige legislatuur, veel plaats gelaten voor de markt op het plein. Er werden bijna geen bomen gepland, geen grote fontein en het straatmeubilair werd tot het minimum beperkt. Het resultaat is een minimalistisch uitgerust plein, dat er best mag zijn zonder markt, maar dat vooral ook uitgerust is voor het ontvangen van een markt.

Ik ontving echter recent een aantal vragen van buurtbewoners die vrezen dat de markten definitief op het nieuwe plaatsen zouden blijven. Dat zou niet alleen problematische zijn voor sommige bewoners, maar het zou ook een enorm jammere zaak zijn voor een gemeenteplein dat er veel groener en minder leeg had kunnen uitzien. Bovendien gaat het in tegen de historische roeping van dit plein.

Vandaar mijn vragen:

1. Wanneer zullen de zondag- en de donderdagmarkt terugkeren naar het gemeenteplein?
2. Waarom is dit niet vroeger gebeurd? De heraanleg is immers al meer dan 6 maand achter de rug.
3. Indien de markten op de huidige plaatsen bewaard blijven, wat zijn hiervoor de redenen?
4. Hoe zal er - in alle gevallen - gecommuniceerd worden met de buurtbewoners? Werden deze hierover geconsulteerd?

Ik kijk uit naar uw antwoord.

Jef Van Damme

Fractievoorzitter/Président de groupe

Brussels parlementslid voor sp.a - Parlementaire bruxellois sp.a

Molenbeeks gemeenteraadslid - conseiller communal à Molenbeek-Saint-Jean

www.jefvandamme.be

De Raad neemt kennis.

Christian Magérus quitte la séance / verlaat de zitting

Mohamed El Abboudi quitte la séance / verlaat de zitting

Hassan Rahali quitte la séance / verlaat de zitting

Nicole Linders-Dubocage quitte la séance / verlaat de zitting

#012/21.01.2015/A/0017# **Organisation Générale - Algemene Organisatie**

Motion déposée par Messieurs Berckmans et Lakhloufi (GIC-GGB) en vue de déclarer l'année 2015 comme année officielle de la propreté publique à Molenbeek-Saint-Jean.

Après concertation entre les chefs de groupes, Messieurs Lakhloufi et

Berckmans décident de retirer leur motion de l'ordre du jour. Les chefs de groupes se réuniront en vue de proposer un nouveau texte.

Motie ingediend door de heren Berckmans en Lakhloufi (GIC-GGB) om het jaar 2015 te verklaren als jaar van de officiële openbare reinheid te Sint-Jans-Molenbeek.

Na overleg tussen de groepsleiders, beslissen de heren Lakhloufi en Berckmans om hun motie af te halen van de dagorde. De groepsleiders zullen vergaderen om een nieuwe tekst voor te stellen.

La séance est levée à 23h00.
De zitting wordt gesloten om 23u00.

PAR ORDONNANCE / OP LAST :

Le Secrétaire du Conseil,
De Secretaris van de Raad,

Le Président du Conseil,
De Voorzitter van de Raad,

Gilbert Hildgen

Michel Eylenbosch